

505 LMSH7112

9225

(1939)

9225

Arrêt du Conseil de Préfecture de Nancy
dans l'affaire des Mines de Joudreville

C.D. 18. 7.39 67 (X d)

Arrêt du Conseil de Préfecture de Nancy dans l'affaire des Mines de Joudreville

18 juillet 1939

QU. X - Questions diverses

d) Arrêté du Conseil de Préfecture de Nancy dans l'affaire des Mines de Joudreville.

Pas de P.V. COURT

STENO p. 67

M. LE PRÉSIDENT. - J'ai à vous rendre compte d'un arrêté du Conseil de Préfecture de Nancy dans un procès qui nous était intenté par la Société des Mines de Joudreville et qui nous donne gain de cause.

Il s'agissait d'une affaire d'investissement minier. Cette Société demandait une indemnité de 29 millions en chiffres ronds, en réparation du préjudice qu'elle prétendait éprouver dans son exploitation du fait des sujétions étrangères à son Cahier des Charges et imposées dans l'intérêt du chemin de fer (ligne de Barancourt à Audun-le-Roman).

Un premier arrêté du 30 mars 1928 avait rejeté la requête de la Société mais, sur appel, le Conseil d'Etat, par arrêt du 2 mars 1932, avait annulé cette décision et renvoyé les parties devant le Conseil de Préfecture pour y être procédé, après expertise, à la fixation de l'indemnité due.

Le Conseil de Préfecture de Nancy vient de débouter la Société, motif pris de ce que le préjudice allégué ne trouve compensé par la plus-value procurée à la mine par l'ouverture de la ligne de Barancourt à Audun-le-Roman.

M. LE PRÉSIDENT. - Cet arrêté est-il définitif ?

M. LE PRÉSIDENT. - Non.

M. René HAYE. - Alors la Société va certainement faire appel.

M. CHIMPET..- Il existe un procès analogue intenté par les mines de la Sura et qui est pendu, procès d'ailleurs qui ne repose sur rien. Cet arrêt constituera un précédent précieux.

M. LE JUGE..- De même que pour les autres procès analogues qui sont encore en cours.

M. LE PRÉSIDENT..- Personne ne demande plus la parole ?